CentraleSupélec accélère son virage international

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La grande école d'ingénieurs vient de nouer deux partenariats avec des universités asiatiques pour renforcer son offre post-bac, profitant des politiques migratoires restrictives de ses concurrents.

Marie-Christine Corbier

Laurent Grandguillot/REA

CentraleSupélec va proposer deux nouveaux bachelors anglophones en sciences et en ingénierie, l'un avec l'université indienne BITS Pilani, l'autre avec City University à Hong Kong.

Comment répondre à la demande des entreprises de former plus d'ingénieurs sans pouvoir compter sur une hausse des subventions publiques ? En ces temps budgétaires contraints et incertains, CentraleSupélec mise plus que jamais sur l'international.

« *Il faut absolument accélérer, parce qu'on n'est pas sûrs de pouvoir faire demain ce qu'on peut faire aujourd'hui* », et parce que la politique des concurrents anglo-saxons « *nous donne la possibilité de capter plus de talents étrangers* », soulignait Romain Soubeyran, début décembre, en présentant ses nouveaux programmes.

Nouveau campus parisien

CentraleSupélec va proposer deux nouveaux bachelors anglophones en sciences et en ingénierie, l'un avec l'université indienne BITS Pilani, l'autre avec City University à Hong Kong. La première est « *la meilleure université privée d'Inde* » et la deuxième, « *la meilleure université locale en ingénierie* », se félicite le directeur général de CentraleSupélec. L'école duplique ainsi son bachelor lancé en 2023 avec l'université canadienne McGill, qui avait marqué un virage stratégique en faveur du post-bac. CentraleSupélec entend ainsi attirer en France « *des élèves qui, sinon, ne seraient pas venus y faire leurs études* ». Un nouveau campus parisien de 6.000 m² ouvrira d'ailleurs à la rentrée 2026 pour héberger une partie importante des Bachelors et Masters of science – des diplômes plus lisibles à l'international que le cursus ingénieur classique.

La grande école cible aussi des élèves français qui, souvent, envisagent de rejoindre de grandes universités internationales, notamment ceux des lycées français à l'étranger. « *Les candidats au bachelor avec McGill, que nous avons recrutés, avaient des dossiers qui leur auraient permis de rentrer dans de très bonnes classes prépas* », glisse Romain Soubeyran, balayant l'idée selon laquelle le recrutement en bachelor serait plus laxiste.

Les frais de scolarité sont payés, en fonction des années, dans le pays dispensant les enseignements : 22.000 euros par an à CentraleSupélec et de l'ordre de 17.000 euros par an à Hong Kong, par exemple. Avec ces montants, les nouveaux bachelors sont « autofinancés » et 15 % des sommes récoltées au titre des frais de scolarité sont destinés à financer des bourses.

Les nouveaux partenariats se sont conclus « *rapidement* » grâce à « *la nouvelle politique de fermeture des "Big Four" – Australie, Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni* » en matière d'immigration étudiante, poursuit Romain Soubeyran. Les universités asiatiques, qui considéraient jusqu'ici les Etats-Unis comme « *une voie royale* », avaient « *des doutes croissants* » à l'égard de leur partenaire traditionnel et se sont « *repositionnés* », dit-il.

Doubler les effectifs

Attirer des « *talents étrangers* » ne vise pas que les étudiants. CentraleSupélec vient de recruter deux chercheurs en provenance de Berkeley et Columbia. L'école d'ingénieurs compte créer d'autres bachelors pour avoir, d'ici à 2032, cinq à six partenaires pour 600 à 800 étudiants, contre 380 aujourd'hui ; un chiffre à comparer aux quelque 1.000 élèves ingénieurs du cursus classique, dont les effectifs ne sont pas destinés à augmenter.

D'autres diplômes dits « de spécialité », ouverts en septembre dernier, sont un autre moyen d'attirer des étudiants internationaux. Contrairement au cursus généraliste d'ingénieur, ces diplômes – il y en a six – permettent de se former dans un domaine précis, par exemple les systèmes numériques, la cybersécurité ou la physique. C'est « *beaucoup plus lisible pour les étudiants internationaux et ce sont des diplômes très attendus de nos partenaires industriels en France* », insiste l'école. CentraleSupélec, qui veut « *passer du statut d'école d'ingénieurs française à celui de "school of engineering" de rang mondial* », vise 4.000 diplômés en 2032, ce qui reviendrait à doubler ses effectifs en dix ans. Un positionnement qu'elle entend tenir grâce à son adossement à l'université Paris-Saclay, très bien placée dans les classements internationaux. « *Cela nous donne une crédibilité et une légitimité partout dans le monde, où on ne sait pas ce qu'est une école d'ingénieurs à la française* », conclut Romain Soubeyran. ■

> « Les candidats au bachelor avec McGill que nous avons recrutés avaient des dossiers qui leur auraient permis de rentrer dans de très bonnes classes prépas. »
>
> **ROMAIN SOUBEYRAN**
> Directeur général de CentraleSupélec

Des droits d'inscription modulés selon les revenus des familles

Dès la rentrée de septembre prochain, à l'instar de CentraleSupélec, les autres écoles Centrale vont changer leurs tarifs.

Le feu vert était venu d'Emmanuel Macron, en septembre 2023. Lors d'une interview au youtubeur Hugo Travers, le chef de l'Etat explique alors que le système d'enseignement supérieur « *ne pourra pas être plus efficace s'il [ne fait pas] davantage contribuer ceux qui ont le plus de moyens* ».

Les différents ministres de l'Enseignement supérieur y ont travaillé et des écoles d'ingénieurs s'en sont emparées, à commencer par CentraleSupélec. A partir de septembre, la grande école va appliquer à son cursus ingénieur la modulation des droits d'inscription selon les revenus des familles. CentraleSupélec s'inspire ainsi des pratiques de Sciences Po et Dauphine-PSL.

« *C'est assez nouveau pour une école d'ingénieur publique* », indique son directeur général, Romain Soubeyran, qui veut « *que les classes moyennes, qui ne sont pas boursières, mais qui ne sont pas très favorisées, paient moins que le niveau des frais actuels quand on n'est pas boursier, qui est de 3.660 euros* ». Ce montant « *peut être violent* », estime-t-il car, « *pour 200 euros de plus sur la feuille de revenu des parents, vous vous retrouvez à payer 3.660 euros* ». Le montant des droits de scolarité sera calculé sur la base du revenu fiscal de référence par part des parents.

Les seuils appliqués doivent permettre aux quatre déciles les plus modestes de la population française, soit d'être exonérés (pour les 16 à 17 % de boursiers Crous qu'accueille l'école), soit de payer le minimum en matière de droits (soit 2.500 euros). Le montant maximum (5.000 euros pour les nouveaux entrants en septembre 2026) concerne les deux déciles les plus favorisés de la population française.

Lille, Lyon, Nantes et Marseille s'alignent

La fondation de l'école propose aussi des bourses et des aides financières – bourses de vie de 3.000 euros pour des élèves inscrits en première année du cycle ingénieur, bourses de 1.000 et 2.000 euros pour tous les élèves ingénieurs qui sont aux échelons 1 à 7 des bourses Crous, bourses pour les étudiants de bachelors et de masters of science (financées par 15 % des recettes issues des droits d'inscription). Les autres écoles Centrale ont emboîté le pas à CentraleSupélec. A Marseille, Centrale Méditerranée modulera les frais d'inscription du cycle ingénieur à la rentrée 2026. Par rapport aux droits actuels, la facture pourra diminuer de 1.000 euros pour certains et augmenter de 1.500 euros pour d'autres, soit des frais de scolarité compris entre 1.613 euros et 4.113 euros. Les étudiants boursiers restent exonérés de droits. Et les étudiants extracommunautaires continueront de payer des droits distincts, de 5.441 euros.

A Centrale Lyon, la fourchette des nouveaux tarifs sera également comprise entre 1.613 et 4.113 euros. La modulation des droits d'inscription devrait maintenir l'enveloppe des recettes au même niveau que l'an dernier, mais les étudiants contribueront différemment selon les revenus de leur famille. Le conseil d'administration de Centrale Nantes a, lui aussi, adopté le principe de droits modulés en octobre dernier.

Les étudiants qui s'inscriront dans son cursus ingénieur en septembre 2026 ne paieront plus 2.613 euros comme aujourd'hui, mais se verront appliquer des frais modulés sauf pour les boursiers – exonérés de droits d'inscription. A Centrale Lille, la fourchette des nouveaux droits sera comprise entre 1.500 et 4.500 euros. — ***M-C. C.***

L'ancien préfet Jérôme Filippini prend la tête de l'ex-ENA

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le magistrat de la Cour des comptes et ancien préfet Jérôme Filippini va prendre la tête de l'Institut national du service public (INSP), succédant à Maryvonne Le Brignonen.

Son nom circulait avec insistance depuis plusieurs semaines. C'est désormais officiel. Comme l'a révélé « Le Monde », l'ancien préfet Jérôme Filippini va prendre la tête de l'Institut national du service public (INSP). Sa nomination à la tête de l'ex-ENA – par décret du président de la République, pour une durée de quatre ans renouvelable – a été annoncée lundi en Conseil des ministres.

A 57 ans, l'ancien préfet (du Lot, de l'Eure, de La Réunion puis de Corse) et ex-secrétaire général adjoint du gouvernement, passé par Sciences Po, Normale Sup, l'ENA (promotion Victor Schoelcher en 1996) et par l'université (Paris-Nanterre et Paris VIII), était conseiller maître à la Cour des comptes depuis août dernier.

Plus de formation continue

Il avait quitté brutalement son poste de préfet de Corse l'été dernier, neuf mois seulement après sa nomination, officiellement pour des raisons personnelles. Celui qui était devenu une figure de la lutte antimafia avait, en mars 2024, prononcé un discours retentissant sur les relations entre la Corse et l'Etat, juché sur un camion, lors d'une manifestation antimafia à Ajaccio, provoquant alors une vive tension avec le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bruno Retailleau.

Si l'on s'en tient à l'appel à candidatures publié avant sa nomination, il lui faudra « *poursuivre le vaste projet de transformation [de l'ex-ENA] mené depuis 2022 vers un établissement intégré de formation initiale et continue pour l'encadrement supérieur de l'Etat* », dans « *un contexte budgétaire contraint* ». Il va donc falloir trouver de nouvelles sources de financement. « *L'INSP va devoir développer ses ressources propres pour financer son activité* », avait prévenu Maryvonne Le Brignonen en fin d'année dernière, dans une interview à l'agence AEF info.

Celle qui avait pris les rênes de l'ex-ENA en décembre 2021 ne souhaitait pas briguer un deuxième mandat. Parmi les pistes étudiées pour alimenter les ressources financières, la directrice de l'INSP avait notamment évoqué la création d'une fondation et le développement de formations « *à destination d'un public plus large* ». Une première offre de formation continue doit voir le jour en ce mois de janvier. Maryvonne Le Brignonen avait aussi envisagé de « *valoriser davantage les bâtiments* » de l'INSP.

> Parmi les dossiers chauds qu'il trouvera à son arrivée, celui de la nouvelle procédure de recrutement à la sortie de l'INSP.

Parmi les dossiers chauds qu'il trouvera à son arrivée, Jérôme Filippini devra reprendre celui de la nouvelle procédure de recrutement à la sortie de l'INSP, qui a provoqué un vrai malaise ces dernières semaines. Cette réforme-phare d'Emmanuel Macron, annoncée dans la foulée du mouvement des « gilets jaunes », devait permettre de « *bâtir quelque chose qui fonctionne mieux* » que l'ENA, avait promis le chef de l'Etat.

En décembre dernier, le ministre délégué en charge de la Fonction publique, David Amiel, avait reconnu des « dysfonctionnements » et promis « un audit » relatif à la nouvelle procédure d'appariement qui a remplacé l'ancien classement de sortie. Selon un document établi par les élèves, 60 % des postes avaient été « *dealés avant l'appariement* ». « *Rupture d'égalité et d'équité, favoritisme, manque de transparence, cooptation, magouilles et arrangements, voilà ce que nous retenons de la procédure* », indiquait ce même document. — ***M-C. C.***